

M. Dionne: Je n'en ai plus que pour deux minutes.

M. l'Orateur: L'honorable député peut poursuivre ses remarques, s'il y a consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. Dionne: Je remercie beaucoup mes honorables collègues et je les prie de croire que je ne dépasserai pas la limite prévue.

Nous réalisons que nos devanciers n'ont pas perdu leur temps—comme je le disais—et que la génération présente s'affirme par ses connaissances variées dans plusieurs domaines. Cependant, il y a une ombre au tableau: après avoir atteint des sommets dans le domaine de la production et des moyens de communication, nous demeurons impuissants à établir des moyens d'échange de la richesse dont nous disposons.

Au lieu de baser notre système économique sur la logique, sur l'ordre naturel, nous restons cramponnés à un système de rareté des moyens de distribution des biens abondants qui existent, de sorte que des milliers de citoyens doivent habiter des taudis, alors que nous disposons d'une abondance de matériaux pour la construction de maisons convenables. Des milliers de citoyens doivent avoir recours à l'assistance sociale pour ne pas trop souffrir de la faim dans un pays qui offre à grand renfort de publicité à la population une abondante variété de produits.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'avoir fait des études universitaires pour reconnaître que l'homme a besoin de manger, de se vêtir, de se loger, d'aimer, bref, de vivre sa vie d'être sociable. Ce ne sont pas les financiers ni les politiciens qui ont voulu cela.

On reconnaîtra également que, dans sa sagesse, le Créateur a créé toute chose pour satisfaire tous les besoins et, au Canada, tous ces biens abondent. Notre ministre du Commerce se rend dans plusieurs pays pour leur offrir nos excédents de production.

Nos difficultés ne proviennent pas de l'incapacité de produire ou de bâtir, mais plutôt de l'insolvabilité. Nous disposons de la capacité physique, mais nous sommes financièrement incapables d'agir. Notre système producteur fonctionne bien, mais le système financier fonctionne mal.

En terminant mes remarques, je citerai un passage d'un éditorial de *L'Action catholique* du 17 août 1939, intitulé «Mystère à éclaircir, d'où vient l'argent», signé par feu Louis-Philippe Roy:

L'État confère le droit de faire de l'argent et paie pour en obtenir. N'oublions pas pourtant que nos gouvernements sont aussi pauvres que l'individu. Le municipal, le provincial, le fédéral n'ont d'argent que celui que nous leur versons en taxes, etc., celui qu'ils empruntent des banques.

[M. l'Orateur.]

Oui, le pouvoir public qui accorde aux banques le pouvoir de faire de l'argent est obligé de s'adresser aux banques et de payer de forts intérêts pour obtenir du crédit afin d'administrer le pays et de donner à manger aux chômeurs.

Argent, monnaie, crédit, est-ce donc une seule et même chose? Les banques en sont-elles les maîtresses? A quels principes obéissent-elles donc dans la fabrication de l'argent, dans l'émission de la monnaie, dans la distribution du crédit? Qu'exigent-elles en retour et pourquoi? Autant de questions auxquelles aucun manuel scolaire ne répond. Et pourtant le problème semble crucial à l'heure actuelle. Pourquoi ce mystère sur l'origine de l'argent? N'est-il pas grand temps de dissiper ce mystère?

Voilà un sujet qui est toujours d'actualité et qui mériterait qu'on lui accorde beaucoup plus de temps dans le but de mettre au point un mécanisme qui pourrait rendre financièrement possible ce qui est moralement bon et physiquement réalisable.

Si nous voulons vraiment préparer un avenir meilleur, il nous faudra faire des recherches de ce côté.

● (8.30 p.m.)

[Traduction]

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, il y a bien longtemps, avant même d'être député, j'avais entendu parler des créditistes et de leurs théories monétaires, et la plupart du temps les remarques s'accompagnaient de rires étouffés, comme nous en avons entendus cet après-midi chez les députés ministériels et ceux de l'opposition officielle. Cependant j'ai été fort impressionné par les créditistes à la Chambre où ils forment, à mon avis, un des rares groupes dont les discours sont empreints d'une colère véritable et d'une sympathie sincère pour le peuple. Souvent, au cours de nos débats, j'ai été en désaccord avec eux, en particulier en matière de politiques sociales et de modifications au Code criminel. Nous avons souvent été aux antipodes et nous le demeurerons, j'en suis sûr, sur bien des points. Je ne ris pas des membres de ce parti parce que, comme eux, j'ai l'impression qu'on a mal administré le pays, que l'argent n'a pas servi au peuple, mais que ceux qui font de l'argent se sont servis de lui. Il y a des années, aux premiers temps de notre parti, nous avions un dicton selon lequel les gens passaient avant les bénéficiaires. Mes amis de ce côté-ci disent essentiellement la même chose lorsqu'ils regardent autour d'eux et se rendent compte de ce qui se passe. Force nous est de conclure que ni le gouvernement actuel ni ceux qui l'ont précédé ne devraient s'attribuer le mérite de ce que notre société peut avoir de bon. Ces gouvernements ont gaspillé nos ressources de façon incroyable, ils ont créé un désespoir injustifiable. Sans leurs richesses natives et leur ressort, les Canadiens auraient succombé il y a bien long-